

## RUSSE

### ANALYSE ET COMMENTAIRE DE TEXTES OU DOCUMENTS

#### ÉPREUVE À OPTION : ÉCRIT

Olivier AZAM, Hélène HENRY-SAFIER

**Coefficient** : 3 ; **durée** : 6 heures

Le choix du thème du dossier proposé aux candidats du concours BL cette année avait été motivé par un événement qui avait marqué l'actualité russe de la fin de l'année 2008 : la disparition du patriarche Alexis II. Personnalité parfois contestée à l'extérieur de la Russie pour ses liens supposés avec les services de renseignements de l'ex-U.R.S.S., il incarnait le passage d'une Église persécutée à l'époque communiste à une Église reconnue, officiellement respectée, mise en avant et largement instrumentalisée par un pouvoir postsoviétique qui renoue de plus en plus avec l'ambiguïté fondamentale qui caractérise les relations de l'État russe avec l'Église orthodoxe locale depuis au moins Pierre le Grand : une protection affichée, volontiers agressive à l'égard d'autres confessions (notamment du judaïsme et du catholicisme), en échange d'une parfaite docilité et d'un soutien sans faille de l'Église à l'État. On sait que ce compromis avait abouti au XVIII<sup>e</sup> siècle au remplacement du patriarcat par le Saint-Synode, organisme placé sous la direction d'un fonctionnaire civil et fonctionnant comme une administration parmi d'autres. Après les événements de 1917, la suppression du Synode et le rétablissement du patriarcat avaient été vécus comme le début d'une ère de liberté pour l'Église, enfin affranchie de la pesante protection de l'État. Mais à cet enthousiasme avaient succédé la persécution, puis, après un nouveau rétablissement du patriarcat au moment du grand élan patriotique de la Seconde Guerre mondiale, une tolérance extrêmement relative accompagnée d'un contrôle très strict par les autorités, que ne compensait cette fois aucune protection. Dans ce contexte, l'effondrement du totalitarisme communiste semblait devoir ouvrir, pour l'Église russe en Russie, une période pleine d'espoir : elle disposait d'institutions stables — le patriarcat — prêtes à fonctionner immédiatement, dès que la liberté de culte serait totalement rétablie ; la persécution disparaissant avec le communisme, il n'y avait plus rien à craindre de l'État. Si l'on ajoute à cela le vaste mouvement de retour à l'orthodoxie d'une grande partie de la population, il semble qu'au moment de l'élection d'Alexis II (août 1990) l'Église russe se soit trouvée dans une situation plus favorable qu'à aucun autre moment de son histoire : elle pouvait, pour la première fois, vivre en paix tout en disposant d'une totale liberté d'action. Allait-elle saisir cette chance historique ou céder aux vieilles tentations en cherchant à nouveau à confondre « ce qui est à César » et « ce qui est à Dieu » ?

Le sujet proposé permettait de dresser un bilan, à la fin du premier patriarcat de l'époque postsoviétique. Précisons immédiatement qu'il ne s'agissait nullement d'un sujet d'histoire de l'Église, et encore moins d'un sujet de théologie. Le premier des trois documents proposés permettait aux candidats de comprendre pourquoi l'événement conjoncturel que fut la mort d'Alexis II justifiait qu'on s'interrogeât sur l'évolution du rôle structurel de l'Église dans la Russie contemporaine : il s'agissait d'un sondage qui rappelait que 80% des habitants de la Russie (à bien distinguer des Russes de nationalité) estimaient que sous Alexis II le rôle de l'Église dans la société s'était considérablement développé, et que 43% d'entre eux pensaient que ce rôle s'accroîtrait encore dans les années à venir. Ce n'est donc pas sur l'Église russe elle-même, mais sur sa place dans la société contemporaine que les candidats étaient invités à

réfléchir. Les deux autres documents précisait le domaine sur lequel devait porter leur réflexion : les rapports entre l'Église orthodoxe et l'État d'une part et les liens entre orthodoxie et conscience nationale russe d'autre part. Or les deux articles reflétaient deux conceptions outrées, diamétralement opposées et offrant matière à discussion.

Le premier article, de L. Radzixovskij, voyait dans l'Église russe non seulement une « partie de l'État » mais même la « colonne » (*stolp*) sur laquelle il repose. Ces relations fusionnelles entre Église et État n'y étaient pas présentées comme une caractéristique que l'on pourrait retrouver dans les liens entre d'autres religions et d'autres États, mais comme une spécificité radicale, un trait « génétique » de l'Église russe : selon Radzixovskij, « le but principal de l'Église russe » tout au long de son histoire n'est nullement religieux, c'est « la préservation, l'accroissement et le renforcement de l'État russe ». Privée de l'État ou en lutte contre lui, l'Église ne peut être que plongée dans le néant (*vakuum*), elle perd sa raison d'être qui est celle d'une Église « d'État, nationale et patriotique ». Autrement dit, l'Église russe se réduit à une force morale entièrement subordonnée à l'État et au nationalisme. Tout le contraire d'une véritable Église au sens théologique du terme.

La position défendue dans le second article, celui de Semen Novoprudskij, était tout aussi réductrice. Dans son analyse, on pouvait retenir deux idées principales : d'une part, Novoprudskij ne voit dans le renouveau religieux qui a suivi l'effondrement de l'U.R.S.S. qu'une sorte d'agréable « gymnastique spirituelle » (*duxovnyj fitness*) et non un véritable retour des Russes vers l'Église. Novoprudskij souligne avec beaucoup de pertinence un paradoxe frappant : beaucoup de ceux qui disent appartenir à la religion majoritaire ne vivent nullement comme ses fidèles sont supposés le faire. Cette appartenance est donc avant tout culturelle, ce n'est pas une démarche de foi. Quant à ceux dont « l'orthodoxie » se limite à l'observation scrupuleuse de rites traditionnels et dont la foi « ne constitue pas un choix libre et conscient », leur pharisaïsme n'en fait pas de vrais croyants. Quelle est donc la part réelle de ces derniers dans la société ? Telle est la question pertinente posée Novoprudskij. Son constat se veut sans appel : pour lui, ni l'État, ni la société russe ne vivent selon « les canons » de l'Église russe (un terme qu'il aurait été bon d'explicitier). Et pourtant, n'en déplaise à Novoprudskij, les sondages montrent que les Russes ont le sentiment de vivre dans un État de plus en plus influencé par l'Église orthodoxe...

Pour faire un bon commentaire, il fallait naturellement commencer par relever toutes ces contradictions puis chercher à préciser, en lisant les textes proposés entre les lignes et en dépassant leurs présupposés idéologiques, ce que pouvait signifier « appartenir à l'Église orthodoxe » dans la Russie d'aujourd'hui. Il fallait enfin esquisser une définition du rôle qui peut être le sien dans la société russe contemporaine. On pouvait aussi faire allusion à l'histoire de l'Église russe, si on la connaissait, mais ce n'était pas une obligation. En revanche, l'extrémisme des deux positions — celle qui, aux antipodes de la vision chrétienne, confond l'Église et l'État et celle qui prétend nier à l'Église tout rôle social et limiter son influence à la seule sphère privée, devait être souligné et dépassé. C'est à dessein qu'avaient été choisis deux articles dont le ton excessif et parfois caricatural devait inviter les candidats à une analyse beaucoup plus nuancée. Ils n'y sont malheureusement pas vraiment parvenus. En dépit d'un effort certain d'analyse, le faible niveau des copies en langue explique des notes décevantes : 09 et 11.

Rappelons que, si la maîtrise du russe n'est nullement une condition suffisante pour obtenir une bonne note, elle reste une condition absolument nécessaire : la copie ayant obtenu la note la plus faible était sans doute celle du candidat qui avait poussé l'analyse et le raisonnement le plus loin ; mais elle contenait beaucoup trop de fautes pour atteindre la moyenne.